



Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi, renforcer la sécurité des biens et des personnes.

Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.





Certifié selon le programme JTI et CWA 17493:2019 par BNA - Accrédité par le SOAC selon ISO/IEC 17065:2012.

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Afrique de l'Ouest

PREMIÈRE ÉDITION DU WA-ESC

L'événement tiendra ses promesses du 3 au 5 décembre prochain à Lomé



Page 3

DYNAMISER LE FINANCEMENT DES PROJETS ÉCONOMIQUES LOCAUX

La CCI-Togo et la BIDC s'unissent P.4



19E ÉDITION DE LA FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ

Le coup d'envoi officiel lancé P.2



COOPÉRATION

Le Bénin et l'AFD signent un accord de financement budgétaire inédit à la politique publique culturelle P.6




HORAIRES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DES PARCS DE VEHICULES D'OCCASION

Lundi à vendredi : 07h30 à 17h30

Samedi : 08h00 à 16h00



FIBREZ SANS FRAIS



ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À ~~10 000 FCFA~~ **0 FCFA**

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg
Coût de l'appel : 20 FCFA.
*Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

19e édition de la Foire Internationale de Lomé

Le coup d'envoi officiel lancé

C'est avec une grande ferveur que la 19e édition de la Foire Internationale de Lomé (FIL) a été officiellement lancée ce vendredi 22 novembre par le Premier ministre togolais, Victoire Dogbé, sur le site du CETEF. Cet événement phare du calendrier économique togolais se présente comme une vitrine de commerce, d'innovation et de coopération entre les nations, avec le Mali comme invité d'honneur pour cette édition.

Anissatout AFFO

Lors de son discours d'ouverture, la ministre togolaise du Commerce, Madame Kayi Mivedor-Sambiani, a souligné l'importance de cette foire en tant qu'espace privilégié pour stimuler les partenariats d'affaires et explorer de nouvelles perspectives de croissance. Elle a précisé que cette édition se démarque notamment par l'introduction d'un « Village de l'Investissement » et des espaces dédiés aux jeunes entrepreneurs, illustrant ainsi un engagement fort en faveur de l'innovation et de l'entrepreneuriat.

Le programme de cette



foire est riche et varié, avec des moments forts qui promettent d'attirer des foules. La « Journée Économique du Mali », qui s'est tenue le samedi 23 novembre, a été parmi les événements les plus attendus, rassemblant des experts et des acteurs clés pour discuter de la dynamique

économique entre le Togo et le Mali. Parallèlement, des conférences abordant des thématiques stratégiques, telles que l'interconnectivité des marchés africains et le renforcement des capacités des PME, ont également été proposées, véhiculant une vision commune de développe-

ment régional.

Lors de la cérémonie d'ouverture, Monsieur Massoudou Cissé, Directeur général de l'APEX-Mali, a tenu à exprimer la gratitude du Mali. Il a également mis en lumière la signification du choix du Mali comme pays invité d'honneur de cet événement majeur. Il a affirmé que cette invitation reflétait la volonté des autorités togolaises de renforcer les liens d'amitié et de coopération entre les deux nations, dans un contexte propice à la promotion des opportunités économiques. « En désignant le Mali Pays invité d'Honneur, vous réaffirmez une fois de plus votre amitié et votre attachement au peuple malien et vous magnifiez les liens séculaires de fraternité et de concorde entre les peuples malien et togolais. » a-t-il déclaré.

Avec plus de 1000 exposants et un public attendu de 500 000 visiteurs, la 19e Foire Internationale de Lomé s'impose comme un rendez-vous incontournable pour dé-

couvrir les richesses économiques et culturelles non seulement du Togo et du Mali, mais aussi des autres nations participantes. Cet événement éducatif et commercial constitue une plateforme idéale pour les entreprises, les investisseurs et les entrepreneurs souhaitant élargir leur réseau et explorer de nouvelles opportunités.

Les autorités ont ainsi invité le public, les opérateurs économiques et les jeunes à participer activement à cet événement qui se déroulera jusqu'au 8 décembre. C'est une occasion en or pour explorer les différents stands, participer aux conférences et établir des contacts professionnels dans un cadre convivial et dynamique.

Avec cette 19e édition, la Foire Internationale de Lomé confirme son rôle stratégique dans la promotion du commerce, de l'innovation et de la coopération régionale, tout en célébrant l'amitié et la solidarité entre le Togo et le Mali.

La startup Eazy Chain du Togo prend part au programme "Accelerate" d' Africa Global Logistics

(Togo First) - La société Africa Global Logistics (AGL), anciennement Bolloré Transport & Logistics, et désormais détenue par l'armateur italo-suisse MSC, vient de lancer à Abidjan son programme "Accelerate", destiné à soutenir les startups en phase de croissance ou d'amorçage, dans le secteur de la logistique en Afrique.

Parmi les six bénéficiaires de la première cohorte, on retrouve Eazy Chain, une startup de logistique basée à Lomé, promue par Wilfried Dabire. En collaboration avec d'autres jeunes entreprises africaines, dont PAPS et ALAL du Sénégal, APPLOAD du Mozambique, ainsi que TAMBOUR et ALIA de la Côte d'Ivoire, Eazy Chain aura l'opportunité de rencontrer des mentors, d'explorer des solutions logis-

tiques de pointe, et de participer à des sprints de projets pour tester et ajuster ses solutions.

Le programme se déroule au centre d'innovation Yiri d'AGL, à Abidjan, et s'étend sur six mois, incluant des diagnostics, des projets pilotes et un suivi détaillé pour garantir une montée en puissance rapide des startups.

« Grâce au programme [Accelerate], nous bénéficierons



des ressources stratégiques et de l'accompagnement de haut niveau d'AGL pour concrétiser cette vision et transformer durablement le secteur maritime africain », a confié à Togo First le promoteur d'Eazy Chain.

Selon Asta-Rosa Cissé, Directrice Régionale d'AGL Côte d'Ivoire-Burkina Faso, ce programme contribuera à accélérer l'essor des jeunes entre-

prises en Afrique et soutenir leur impact sur la transformation numérique du secteur logistique.

Profiter du climat des affaires togolais

Eazy Chain, qui opère au niveau national à travers "Togo Cargo", espère tirer profit de cette opportunité pour se positionner sur le marché africain et au-delà. "Nous avons choisi de poser nos valises au Togo en raison de la facilité pour faire des affaires, de la sécurité, et de la position stratégique de Lomé en tant que hub régional," ajoute-t-on du côté d'Eazy Chain.

« Notre projet phare est le lancement d'un service de navire collecteur, conçu pour transformer le transport maritime dans la région. Ce service re-

liera le port en eau profonde de Lomé au port de Praia, au Cap-Vert, avec des escales dans des ports stratégiques de la région. Il permettra de connecter efficacement les ports secondaires aux hubs principaux, réduisant ainsi les coûts logistiques, les délais de transit, et les ruptures de charge. »

Pour le jeune promoteur, l'objectif est durant ces six mois, de s'appuyer sur l'expertise d'AGL (acteur majeur présent dans 47 pays en Afrique), notamment en consignation de navires, gestion portuaire dans les ports d'escale, et en transit de marchandises, pour améliorer ses services et être plus compétitif sur le marché sous-régional.

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan

derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Anissatou AFFO

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Première édition du WA-ESC

L'événement tiendra ses promesses du 3 au 5 décembre prochain à Lomé

Le premier Sommet de la coopération énergétique de l'Afrique de l'Ouest (WA-ESC), tiendra ses promesses du 3 au 5 décembre prochain à Lomé, l'information a été portée à l'endroit du public lors d'un cocktail tenu le vendredi 22 novembre 2024 à Lomé.

Bernard AFAWOUBO

Axé autour du thème « Renforcer la croissance de l'Afrique de l'Ouest grâce à un partenariat stratégique en matière d'énergie », ce sommet se veut un espace d'échange de concertation et de vision commune ou les idées novatrices et les engagements concrets façonneront un avenir énergétique, plus résilient et durable pour tous. Le Sommet de la coopération énergétique de l'Afrique de l'Ouest (WA-ESC), se penchera sur les infrastructures régionales et les projets énergétiques essentiels à la croissance économique.

Organisé par EnergyNet Ltd, une entreprise spécialisée dans la promotion des investissements énergétiques dans les économies à croissance rapide, le Sommet de la coopération énergétique de l'Afrique de l'Ouest, en collaboration avec l'Etat togolais avec le soutien de la Banque mondiale, le Sommet de la coopération énergétique de l'Afrique de l'Ouest, ambitionne de réunir les experts et spécialistes du monde entier afin d'échanger sur les questions liées aux problèmes énergétiques auxquels la sous-région fait face.

A en croire Abdoulaye Sylila, directeur général de EnergyNet Ltd, ce sommet du Togo peut chercher des solutions pour réduire sa dépendance vis-à-vis des importations d'énergie en explorant des ressources

locales, et cela peut servir d'exemple pour beaucoup d'autres pays de la sous-région, encourager la coopération régionale. Ce sommet pourrait aussi faciliter la mise en place de politique énergétique commune entre les pays Ouest africain, notamment en matière de partage des ressources et des gestions des réseaux électriques.

« Une meilleure disponi-



bilité en énergie est essentielle pour stimuler l'industrialisation, l'agriculture et d'autres secteurs, notamment les mines, cela contribuera au développement durable du pays. Alors organiser un tel événement positionnerait également le Togo comme un acteur clé dans les discussions sur l'avenir. Ensemble faisons de ce rassemblement une étape décisive dans la construction d'un avenir énergétique, responsable et solidaire » a-t-il déclaré.

Le Togo a été choisi pour abriter cette première édition du Sommet de la coopération énergétique de l'Afrique de l'Ouest (WA-ESC), grâce aux efforts déployés par le pays ces derniers années pour

permettre une couverture énergétique à sa population et aux entreprises opérant sur le territoire national.

Selon Aminata BA, Point focal de l'organisation du WA-ESC, et conseillère énergie au ministère des mines et des ressources énergétiques, ce sommet se veut être catalyseur pour des initiatives majeures telles que l'extension du réseau électrique Ouest africain.

« Nous voulons veiller à maximiser la participation des entreprises locales que ce soit dans l'ingénierie, la construction l'exploitation ou la maintenance. Au-delà, les échanges, le sommet offrira une plateforme unique

où nos entreprises locales pourront nouer des partenariats stratégiques, accéder à mes mécanismes financièrement innovants et

renforcer leurs capacités techniques. Nous voulons créer des espaces dédiés pour faciliter les rencontres entre investisseurs et porteurs de projets locaux avec un accent particulier sur le transfert de technologie et le développement des compétences locales. Donc ce premier sommet marque le début d'une série de rencontres régulières qui permettront de suivre nos annonces, d'ajuster nos stratégies et surtout de maintenir la dynamique de collaboration » a-t-elle indiqué.

Et de marteler que « notre objectif de construire un avenir énergétique ou l'expertise africaine sera le véritable moteur de notre développement durable ».



Ce sommet s'organise déjà dans d'autres parties du continent, notamment en Afrique du Nord en Afrique de l'Est en Afrique du Sud et jamais en Afrique de l'Ouest, donc il a été décidé d'organiser cet événement en Afrique de l'Ouest. Il faut choisir le pays qui va abriter cet événement.

« Donc ils ont regardé le pays qui a fait des efforts ces derniers années en matière d'électrification en matière d'apport d'énergie pour les entreprises et à trouver que le Togo a fait des efforts. Et c'est grâce au chef de l'État lui-même qui s'implique directement dans les projets que nous réalisons dans les solutions que nous devons apporter pour faire avancer la mise à disposition de l'énergie durable et abordable et mixer avec les énergies renouvelables » a indiqué Aboulaye Abasse, directeur de cabinet du ministre des Mines et des Ressources énergétiques.

EnergyNet en bref

EnergyNet produit des forums d'investissement et des dialogues exécutifs pour les secteurs de l'énergie en Afrique et en Amérique latine depuis un peu moins de 30 ans - en Europe, aux États-Unis, en Asie et à travers l'Afrique et l'Amérique latine. Nous travaillons avec les gouvernements et les services publics nationaux pour faciliter les sommets d'investissement où des in-

vestisseurs internationaux crédibles peuvent nouer des relations avec les acteurs du secteur public pour faire progresser l'accès à l'électricité.

Mieux connu pour l'Africa Energy Forum, le plus ancien lieu de rencontre de développement commercial pour les décideurs de haut niveau du secteur électrique africain, d'autres sommets d'investissement de premier plan nous offrent des perspectives stratégiques sur le paysage de l'investissement et la préparation de projets, notamment le Powering Africa Summit, le Latin American Energy Forum et la Latin American & Caribbean Gas Conference and Exhibition.

Cette focalisation sur les partenariats entre les secteurs public et privé nous donne une perspective précieuse à travers laquelle nous pouvons offrir des perspectives indépendantes et soutenir les activités de développement commercial des entreprises du monde entier opérant sur ces marchés à croissance rapide. Pour étayer ces informations, notre équipe discute quotidiennement avec des parties prenantes à travers l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, de sorte que les relations et les informations sur les investisseurs sont à la fois notre métier et notre passion.

A vendre

A la Caisse

-Une villa sur 824 m2 avec piscine de 4 chambres salomoderne et une chambre ami avec une dépendance avec titre foncier

-Une villa sur 1280 m2 en angle de rue avec titre foncier de 5 chambres salon ; deux chambres amis et une grande salle

-Une villa sur 608 m2 avec titre foncier de 3 chambres salon en angle de rue.

A vendre

-Une villa R+2 très moderne de 5 chambres +2 salons ; 2 cuisines ; 2 bars ; 2 dépendances ; une piscine et une paillote à Agoe assiyeye avec titre foncier ;

-Deux (02) lots collés à zanguera avant l'ancien péage en angle de rue avec un titre foncier global

-Dix (10) lots collés à zanguera avant l'ancien péage et à 30 m du goudron avec titre foncier.

Contact : (00 228) 90 05 05 08 ou le 99 06 96 71

Dynamiser le financement des projets économiques locaux

La CCI-Togo et la BIDC s'unissent

Le mardi 19 novembre 2024, une rencontre décisive s'est tenue à Lomé entre José Kwassi Symenouh, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo), et Olagunjou Ashimolowo, Vice-Président chargé des opérations à la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC). Cette réunion a donné naissance à une collaboration prometteuse visant à soutenir le financement des projets des opérateurs économiques togolais. L'accord entre les deux institutions marque un tournant important dans la dynamique économique du pays, en particulier en ce qui concerne le financement des entreprises locales.

Anissatou AFFO

Lors de cette rencontre, les responsables de la CCI-Togo ont exposé les objectifs de leurs projets ambitieux pour les quatre prochaines années, qui visent à stimuler l'économie nationale par la création de nouvelles opportunités pour les entreprises locales. Ces projets, qui ont retenu l'attention de la BIDC, sont conçus pour répondre aux besoins croissants des entrepreneurs togolais en matière de financement et de développement durable. La BIDC, de son côté, a exprimé son plein soutien à cette initiative, se montrant particulièrement intéressée par l'impact positif qu'elle pourrait avoir sur l'économie régionale.



La collaboration entre la CCI-Togo et la BIDC s'inscrit dans un contexte où le financement des entreprises reste un levier crucial pour le développement écono-

mique du pays. Les deux institutions se sont engagées à travailler de concert pour soutenir les acteurs économiques togolais, en facilitant l'accès au finan-

cement pour les projets qui contribueront à la croissance et à la compétitivité des entreprises locales. Cette initiative vient s'ajouter aux efforts déjà dé-

ployés par la CCI-Togo pour redynamiser ses activités après une gestion transitoire de près de trois ans. Sous la direction actuelle, la Chambre a entrepris de nouvelles démarches pour renforcer ses partenariats avec des acteurs internationaux. Des discussions sont en cours avec les ambassades de Turquie, d'Égypte et de France, ainsi qu'avec la Délégation de l'Union européenne, pour nouer des collaborations qui renforceront davantage la position économique du Togo sur la scène internationale. En unissant leurs forces, la CCI-Togo et la BIDC espèrent non seulement stimuler le financement des entreprises locales, mais aussi encourager un écosystème entrepreneurial dynamique et prospère au Togo. Cette collaboration représente un pas significatif vers la création d'une économie nationale forte et résiliente, capable de relever les défis contemporains et de saisir les opportunités de croissance à venir.

Taux de couverture en électricité

Où en est le Togo par rapport à son ambition ?

(TOGODAILYNEWS)- L'évolution du taux de couverture en électricité est un fait au Togo. Les progrès obtenus et les défis que se fixe l'État sont démonstratifs de la détermination constante à lutter contre l'obscurité. Étant un facteur clé de développement, l'électrification est connue pour son influence sur l'éducation, la santé, l'économie, la qualité de vie des citoyens et c'est à cela que le gouvernement de Faure Gnassingbé veut s'en tenir.

Dans les années 2000, le Togo affichait un taux de couverture électrique relativement faible, particulièrement en milieu rural, où un faible nombre d'habitants avaient accès à l'électricité. Les infrastructures étaient vieillissantes et les contraintes financières existaient. Afin d'améliorer rapidement cette situation, le pays a jeté son dévolu sur la production de l'énergie provenant de centrales thermiques, la mise en œuvre des projets essentiels, dont

quelques-uns sont Cizo, le fonds Tinga, le Pravost, la promotion des panneaux solaires, etc. Les réformes ou initiatives gouvernementales sont nombreuses. Elles ont commencé par prendre du poids à partir des deux dernières décennies. La Stratégie nationale d'électrification a tout changé, mettant l'accent sur le développement des énergies renouvelables pour atteindre les zones rurales et réduire la dépendance aux sources thermiques coûteuses.

Les projets d'électrification Cizo et Tinga précités ont déjà favorisé l'accès à l'électricité à plus de 600 000 ménages. Tinga est un fonds mis en place par les pouvoirs publics pour raccorder les foyers à l'électricité, contre une somme de 1 000 francs CFA. Le reste du montant est à rembourser sur une période pouvant aller jusqu'à 10 ans. L'autre, Cizo, est un programme présidentiel lancé en 2017 avec pour objectif d'électrifier 200 000 ménages par kits solaires d'ici

2025. De 2017 à juin 2023, le programme a facilité la distribution de 134 431 kits solaires aux ménages installés dans le pays. Quant au dispositif Tinga, il revendiquait plus de 300 000 personnes, soit plus de 42 000 ménages, lors du dernier bilan. Grâce à lui, le taux d'électrification est passé de 22 à 33 % dans la région des Savanes, de 35 à 44 % dans la région de Kara et de 29 à 39 % dans les Plateaux, sur la période allant de 2022 à 2023. L'énergie gagne du terrain au Togo, rendant les endroits plus clairs. Le taux d'accès à l'électricité, selon les officiels, est passé de 50 % en 2020 à 68 % en 2023. La prévision des autorités est de finir l'année 2024 avec un taux national d'ac-

cès à l'électricité de 70 % pour se rapprocher des 75 % en 2025 et de la couverture universelle d'ici 2030. Au cours de ces dernières années, une augmentation de la production d'énergie avec les centrales solaires de Blitta et de Kékéli Efficient Power est fort louable, ainsi que l'installation de 50 000 lampadaires solaires autonomes et intelligents lancée en avril 2023 par le président Faure à Kadjanga dans la préfecture de la Binah. Elle devrait couvrir 4 600 localités en tout, avec une attention toute particulière accordée à la région des Savanes. L'objectif de 100 % de couverture électrique d'ici 2030 s'accompagne également de l'intégration de solutions technologiques innovantes, mettant le pays sur la bonne voie.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 22 novembre 2024

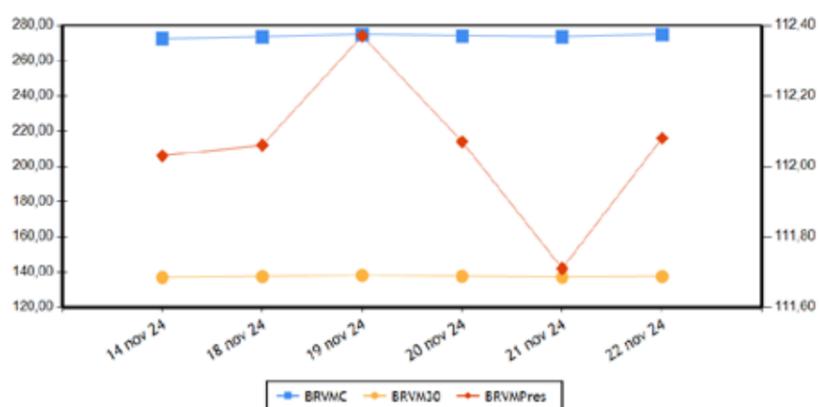
N° 223

BRVM COMPOSITE	274,87
Variation Jour	0,45 %
Variation annuelle	28,35 %

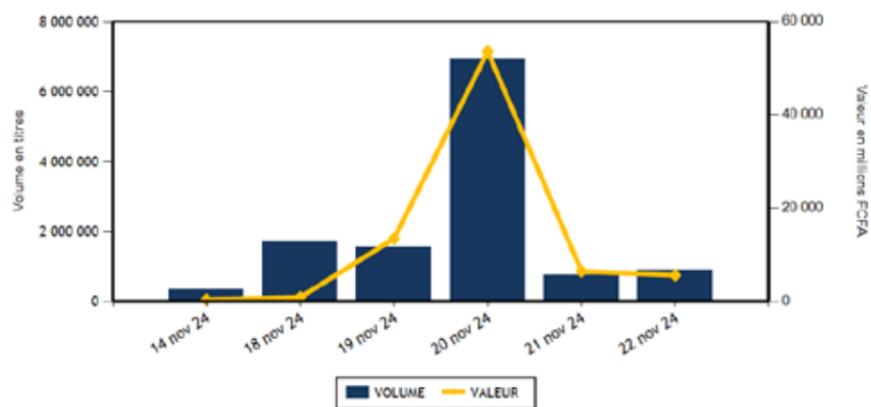
BRVM 30	137,50
Variation Jour	0,27 %
Variation annuelle	27,49 %

BRVM PRESTIGE	112,08
Variation Jour	0,33 %
Variation annuelle	10,46 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 105 494 836 597	0,33 %
Volume échangé (Actions & Droits)	116 006	-32,02 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	378 285 748	-43,99 %
Nombre de titres transigés	43	0,00 %
Nombre de titres en hausse	19	111,11 %
Nombre de titres en baisse	13	-38,10 %
Nombre de titres inchangés	11	-15,38 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 464 449 572 241	0,06 %
Volume échangé	788 985	36,83 %
Valeur transigée (FCFA)	5 203 087 269	-9,73 %
Nombre de titres transigés	6	-40,00 %
Nombre de titres en hausse	2	-60,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	4	300,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	14 960	7,47 %	71,95 %
BERNABE CI (BNBC)	1 120	7,18 %	12,00 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 980	4,21 %	48,87 %
SETAO CI (STAC)	540	3,85 %	-40,00 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 300	2,68 %	-8,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	420	-4,55 %	-21,50 %
SAFCA CI (SAFC)	700	-3,45 %	-45,95 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	3 395	-3,00 %	6,09 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	2 800	-2,95 %	-48,05 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 320	-2,94 %	-2,22 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	112,08	0,33 %	10,46 %	16 640	154 811 860	8,70
BRVM-PRINCIPAL	36	138,94	0,46 %	33,65 %	96 188	212 437 698	13,45

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	125,89	2,33 %	24,61 %	8 802	32 720 265	18,69
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	757,72	0,49 %	42,57 %	6 806	111 372 920	10,25
BRVM - FINANCES	15	99,97	0,03 %	15,68 %	78 591	171 034 238	6,38
BRVM - TRANSPORT	2	323,80	-2,86 %	-2,16 %	2 216	2 959 990	4,19
BRVM - AGRICULTURE	5	192,80	0,06 %	19,34 %	11 058	42 193 125	13,91
BRVM - DISTRIBUTION	7	341,52	0,46 %	4,06 %	5 208	6 891 480	43,09
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	666,30	3,85 %	-40,00 %	147	77 540	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	11,17
Taux de rendement moyen du marché	8,79
Taux de rentabilité moyen du marché	10,85
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	154
Volume moyen annuel par séance	472 497,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 555 195 712,45

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	46,15
Ratio moyen de satisfaction	41,08
Ratio moyen de tendance	89,02
Ratio moyen de couverture	112,34
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	3,21
Nombre de SGI participantes	31

Coopération

Le Bénin et l'AFD signent un accord de financement budgétaire inédit à la politique publique culturelle

Le Ministre d'État chargé de l'Économie et des Finances, Romuald Wadagni et la Directrice de l'Agence Française de Développement (AFD) au Bénin, Laure Weisgerber ont procédé, vendredi 22 novembre 2024, à Cotonou, à la signature de deux accords. C'est dans le cadre d'un financement budgétaire de politique publique (FBPP) dédié au secteur de la culture pour un montant total de près de 36 milliards de FCFA sous forme de prêt. La signature a eu lieu en présence du ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts, Jean-Michel Abimbola.

Le Bénin et l'AFD renforcent leur partenariat dans le secteur de la culture. Après le financement obtenu en 2021 pour la construction du Musée des Rois et des Amazones du Danhomè (MuRAD) (environ 23 milliards de FCFA), le Bénin vient de décrocher un autre financement. L'AFD a accepté sous la demande des autorités béninoises de financer le futur Musée d'Art Contemporain de Cotonou (MACC) au sein du Quartier Culturel et Créatif (QCC) de Cotonou. Le montant total est de 19,6 milliards de FCFA dont 16,4 milliards en prêt et 3,2 milliards en subvention.

« Le financement budgétaire signé est le troisième projet d'envergure dans le cadre de la coopération culturelle entre le Bénin et la France. Il porte à près de 82 milliards de FCFA le montant total des fonds mobilisés, répartis entre

prêts et subventions, témoignant de l'appui substantiel de la France en faveur des Industries Culturelles et Créatives (ICC) au Bénin », informe le communiqué du ministère de l'Économie et des Finances. Le Bénin devient ainsi le premier pays à signer un accord de financement budgétaire de politique publique dans le secteur de la culture. Ce qui « confirme sa volonté de faire de la culture et des arts un levier essentiel de son développement ».

La même source informe que ce financement vise la mise en œuvre de réformes d'envergure pour structurer et dynamiser les filières culturelles et artistiques, selon trois axes. Il s'agit du renforcement de la gouvernance publique pour soutenir la mise en œuvre de la politique culturelle ; de la structuration et la professionnalisation du secteur culturel afin de maximiser

sa contribution à la croissance économique ; ainsi que du développement de la diffusion, de l'accès et de la promotion de la culture. « Un programme de coopération technique, complémentaire au financement budgétaire, contribuera au renforcement des capacités des ministères et agences chargés de la mise en œuvre de la politique culturelle, notamment l'Agence de Développement des Arts et de la Culture (ADAC) », précise le communiqué.

Pour le ministre d'État, « ce nouvel accord marque une étape décisive pour le secteur culturel béninois ». En investissant dans la culture et les arts, souligne-t-il, nous affirmons notre engagement à construire un avenir où notre patrimoine, notre créativité et notre savoir-faire seront des moteurs de développement et de rayonnement pour le Bénin. A en croire le



ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts, les investissements et réformes prévus dans le cadre de ce financement s'inscrivent pleinement dans la dynamique engagée par le Gouvernement depuis 2016 pour stimuler efficacement l'économie des industries culturelles et créatives au Bénin. « Ces projets visent à accélérer le développement des chaînes de valeur, renforcer la professionnalisation, moderniser les pratiques, et accroître la compétitivité des acteurs du secteur. L'objectif est d'en faire un levier stratégique pour le rayonnement régional et mondial de la Destination Bénin », ajoute Babalola Jean-Michel Abim-

bola. Ce financement marque une nouvelle étape dans le partenariat franco-béninois. « Avec ce financement budgétaire inédit à la politique publique culturelle du Bénin, la France, à travers l'Agence Française de Développement, accompagne la vision forte du gouvernement béninois qui a choisi de faire de la culture un levier au service du développement et du rayonnement du pays. Ce financement est une première dans le monde, signe de la formidable dynamique à l'œuvre au Bénin », a déclaré Laure Weisgerber, Directrice de l'AFD au Bénin. www.24haubenin.bj

Côte d'Ivoire

Les autorités vont apurer 4 121 milliards de FCFA de dette en 2025

(CROISSANCE AFRIQUE)- En Côte d'Ivoire, le gouvernement annoncé qu'il prévoit un budget record de 15 339,2 milliards de FCFA en 2025. Parmi cette enveloppe, 4 121 milliards FCFA (soit environ 6,6 milliards USD) seront dédiés au remboursement partiel de la dette publique.

Ainsi, ce montant représente 26 % du budget général, confirmant l'engagement du gouvernement à maintenir la confiance de ses créanciers tout en réduisant la pression de l'endettement sur les finances publiques.

A fin juin 2024, la dette pu-

blique ivoirienne s'élevait à 28 944,7 milliards FCFA, soit 55,2 % du PIB, selon les données officielles. Ce chiffre reste en dessous du seuil critique de 70 % fixé par l'UEMOA, mais les projections laissent entrevoir une augmentation à plus de 30 000 milliards FCFA d'ici fin 2025.

Ainsi, la Côte d'Ivoire poursuit l'exécution de sa stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) 2022-2026. Cette politique prévoit de répartir les financements entre 45 % de ressources extérieures et 55 % de ressources intérieures, avec pour objectifs principaux de minimiser les coûts et les risques liés à la dette tout en assurant le financement des priorités nationales.

En effet, le budget 2025 marque une augmentation de 11,8 % par rapport à ce-

lui de 2024. Cette progression reflète les ambitions de l'État ivoirien en matière de développement économique et social.

Aussi, les données indiquent que le budget se répartit comme suit : 9 843,9 milliards FCFA pour les dépenses budgétaires ; 4 121 milliards FCFA pour les charges de trésorerie, principalement affectées au remboursement de la dette publique ; et 1 374,3 milliards FCFA pour les dépenses des comptes spéciaux du Trésor.

Notons que la Côte d'Ivoire reste l'un des pays les plus performants sur le marché régional de la dette publique de l'UEMOA. En 2024, elle a remboursé 1 583 milliards FCFA entre janvier et septembre.

Pour rappel, un geste qui confirme son sérieux en matière de gestion financière. Cette discipline permet au pays d'emprunter à des taux compétitifs, un atout essentiel pour soutenir ses projets de développement.

Santé

Le CHU de Kara bientôt doté d'un service d'hémodialyse et de néphrologie

Le Centre hospitalier universitaire (CHU) de Kara a franchi une étape majeure aujourd'hui avec la pose de la première pierre de son nouveau service de néphrologie et d'hémodialyse au CHU de Kara. Cette cérémonie marque le début des travaux de construction, financés à hauteur de 850 000 USD (environ 485 600 000 CFA) par le Groupe Ecobank et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en partenariat avec le ministère de la Santé et de l'hygiène publique. La cérémonie s'est déroulée en présence de nombreuses personnalités administratives et coutumières de la Région de la Kara.

La construction de ce service est une réponse directe aux besoins urgents des patients souffrant d'insuffisance rénale dans les régions des Savanes, de Kara et du centre du Togo. Actuellement, le CHU Sylvanus Olympio de Lomé est le seul hôpital public du pays à disposer d'un service de néphrologie et d'hémodialyse. Sa capacité d'accueil étant limitée, la liste d'attente s'élève parfois à environ 300 patients. De même, sa localisation à Lomé rend l'accès au traitement d'urgence et régulier de l'insuffisance rénale très difficile pour les habitants des régions précitées. Ils doivent parcourir entre 300 et 620 km pour s'y rendre. Le nouveau service de néphrologie et d'hémodialyse au CHU de Kara permettra de réduire cette pression et d'offrir un accès plus équitable aux soins vitaux. Les travaux sont prévus pour 18 mois.



Pour le secrétaire général, Dr Wotobe Kokou, représentant le ministre de la santé et de l'hygiène publique, « La construction du service de néphrologie et d'hémodialyse au CHU de Kara vient à point nommé renforcer le plateau technique dudit centre. Ce projet, en lien avec les objectifs de la feuille de route gouvernementale, s'inscrit dans la droite ligne des priorités du gouvernement et dans la politique de santé pour tous prônée par le Chef de l'Etat pour une couverture sanitaire universelle et pour le bien-être

de nos populations. Cette initiative intervient au moment où le Gouvernement a entrepris un vaste chantier de rénovation et de renforcement du plateau technique des formations sanitaires du Togo avec pour conséquence l'amélioration des soins de santé délivrés aux populations ». Michel Gafan, Directeur de la banque commerciale Ecobank Togo a indiqué : « Nous sommes très honorés de pouvoir être aux côtés du ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique du Togo et du PNUD pour la construction de ce

deuxième centre d'hémodialyse de notre pays, le Togo, en droite ligne avec la feuille de route stratégique du gouvernement. Ce projet est crucial dans l'amélioration de l'accès aux soins de santé et à la prise en charge effective des patients atteints d'insuffisance rénale au Togo. Nous espérons très fortement que la construction de ce centre contribuera à améliorer la vie de ces patients ».

Selon Mme Seynabou Diaw Ba, représentante résidente adjointe du PNUD au Togo : « Ce projet est une étape importante vers l'amélioration de l'accès aux services de santé de qualité pour tous. Nous espérons que cette initiative encouragera d'autres partenaires à se joindre à nous pour contribuer au renforcement du secteur de la santé au Togo ». Ce nouvel appui vient compléter les initiatives déjà déployées en vue de soutenir les efforts du Gouvernement dans le cadre du raffermisssement du système de santé pour le renforcement de la sécurité communautaire

Bâti sur une surface de 800 mètres carrés, le service de néphrologie et d'hémodia-

lyse au CHU de Kara sera composé d'une salle de dialyse, une salle de traitement d'eau, un local technique, un magasin de stockage, une salle de consultation, une salle de cathéter, un vestiaire pour les patients, un hall d'attente ou terrasse, 03 sanitaires, un secrétariat, un espace aménagé pour les déchets médicaux. Outre la construction et l'équipement, le projet prévoit également la formation des acteurs pour de meilleures prestations. Ce service servira également de site d'apprentissage pour les étudiants en médecine et les apprenants des écoles paramédicales.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les maladies rénales chroniques constituent un problème de santé majeur dans de nombreux pays et sont à l'origine d'une proportion importante de décès. Au Togo, l'insuffisance rénale représente un réel problème de santé publique. Au CHU de Kara, l'insuffisance rénale est la sixième cause de décès avec un taux de mortalité de 21,3 %. Dans cet hôpital, l'insuffisance rénale représente 10 % des hospitalisations et 73 % des consultations de néphrologie.

Service de Communication du MSHP

17^e Assemblée Générale Ordinaire de l'UFOA-B

La FTF représentée par le Colonel Guy Akpovy et Hervé Tété Agbodan

Le vendredi 22 novembre 2024, le Centre International de Conférence Mahatma Gandhi de Niamey a accueilli la cérémonie d'ouverture de la 17^e Assemblée Générale Ordinaire de l'Union des Fédérations Ouest-Africaines de Football Zone B (UFOA-B). Cet événement stratégique pour le développement du football en Afrique de l'Ouest a vu la participation des principales figures du sport régional et continental.

La délégation togolaise à cette rencontre est conduite par le président de la Fédération Togolaise de Football, le Colonel Guy Akpovy, ac-

compagné du Secrétaire Général Hervé Tété Agbodan. Leur présence marque l'engagement du Togo à contribuer activement aux décisions majeures tou-

chant au développement du football dans la sous-région.

Parmi les personnalités présentes figuraient également Veron Mosengo-Omba, Secrétaire Général de la Confédération Africaine de Football (CAF) ; le Colonel-Major Amadou Abdourahamane, ministre nigérien des Sports ; Kurt Edwin Simeon-Okroku, président de l'UFOA-B ; Samuel Eto'o, président de la Fédération

Camerounaise de Football ; Andrew Kamanga, président de la Fédération Zambienne de Football, ainsi que Jacques Anouma, président d'honneur de la Zone Ouest B.

L'UFOA-B, qui regroupe sept nations membres (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Niger, Nigeria et Togo), joue un rôle clé dans la promotion des talents et la mise en œuvre de compétitions sportives

au service du développement du football en Afrique de l'Ouest.

Veron Mosengo-Omba a, quant à lui, souligné l'importance de la compétition de football scolaire organisée cette année par le Niger et qui en est à sa troisième édition cette année. « La CAF mise beaucoup sur cette compétition de jeunes », a-t-il déclaré, insistant sur la nécessité de consolider cette initiative pour renforcer les bases du football africain.

RACINES FORT 7.5%



600*
FCFA

BOUTEILLE

50cl



BB LOWE S.A.
LE LABEL QUALITE

www.bbome.com



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A BOIRE AVEC MODERATION.

*Prix de vente détail conseillé

➤ NOUVELLE FORCE DE LA NATURE ◀